

 <https://www.bfmtv.com/normandie/calvados/calvados-une-quarantaine-d-exiles-accueillis-d...>

 Lancelot Mésonier avec Solenn Boulant

 2 min read

26 enfants et dix adultes réfugiés en France ont été relogés à Cambremer, dans un ancien Ehpad, après avoir été délogés d'un squat à Lisieux.

Une quarantaine d'exilés, délogés d'un squat à Lisieux à trois jours de la trêve hivernale qui a débuté ce 1er novembre, ont été relogés dans un ancien Ehpad à Cambremer (Calvados).

26 des 36 personnes relogées sont des enfants, qui étaient jusqu'alors scolarisés à Lisieux, dont neuf d'entre eux en maternelle ou à l'école primaire. La question de la suite de leur scolarisation se pose aujourd'hui.

## La scolarité en priorité

La priorité, pour Sylvie Feremans, maire de Cambremer, est d'assurer leur retour sur les bancs de l'école. "Ils ont le droit à tous nos égards, sans distinction administrative, ce n'est pas mon objectif, ni de ma compétence", explique l'édile au micro de BFM Normandie.

Pour ces jeunes enfants, ce changement de situation peut s'avérer complexe. "Parfois ils disent qu'ils ne veulent pas changer d'école, il y a leurs camarades et ils sont habitués à leur ancienne école", raconte Astou, mère de sept enfants et originaire du Sénégal. "On s'accroche, on vit comme tout le monde parce qu'il y a beaucoup de familles."

## La problématique des transports scolaires

Ce lundi 4 novembre, les parents et enfants exilés ont visité l'école de Cambremer. "Les élèves ont tous été sympas, même le corps enseignant. Je crois qu'ils vont s'habituer,

s'intégrer dans la vie communautaire puis nous allons tous participer au développement et à la croissance de Cambremer", se réjouit Patrick, père de cinq enfants.

Pour les élèves de collège et lycée, la situation est plus complexe. Pour rejoindre leurs établissements, ces adolescents doivent se rendre à Lisieux en transports scolaires, dont l'abonnement coûte 90 euros par an. Une somme au-dessus de leurs moyens.

"Il y a dix enfants à descendre, donc 900 euros. On n'a pas de finance non plus au niveau du collectif", déplore Isabel Moro, membre de l'association Solidarités Exilé.e.s Lisieux Pays d'Auge.

Lancelot Mésonier avec Solenn Boulant

Generated with Reader Mode